

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1735

Artikel: Genève : qui a peur d'établissements publics autonomes et performants? : Hystérie d'extrême gauche contre la majorité rose-verte pour la votation cantonale du 17 juin
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024349>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Partis zurichois: exceptionnels ou précurseurs?

Pendant que radicaux ou socialistes se chamaillent, Blocher tire son épingle du jeu

Yvette Jaggi (01 juin 2007)

Son aéroport se présente comme «*The Unique*». Mais c'est Zurich dans son ensemble, ville et aussi canton, qui s'avère incomparable, vraiment unique. Heureusement, observent, soulagés, les radicaux et les socialistes locaux et nationaux.

Trompant les prévisions, les radicaux ont sauvé les meubles et leurs 29 sièges au Grand Conseil lors des élections du 15 avril dernier. A peine remis de cette bonne surprise, les voilà enfouis dans un débat interne et avec le parti suisse. Leur assemblée des délégués a décidé la semaine dernière, par 105 voix contre 27, l'apparentement avec la liste UDC, pour les élections d'octobre prochain, tant au Conseil national que pour le Conseil des Etats. Cette décision a été prise sans que les délégués aient été informés du

score serré en Comité (5 oui contre 4 non) et sans la voix d'Ursula Gut, brillamment réélue au Conseil d'Etat où elle siégeait depuis quelques mois. Elle ne veut pas que le candidat radical aux Conseil des Etats, Felix Gutzwiller, par ailleurs déjà président du groupe parlementaire, fasse liste commune avec Ueli Maurer, président de l'UDC suisse, grand défenseur de la mère au foyer. Lequel s'étonne de l'objection, venant, précise-t-il finement, du couple sans enfant composé par Mme et M. Gut, tous deux universitaires et actifs professionnellement.

Comme on sait, les élections cantonales d'avril dernier ont tourné à la débâcle pour les socialistes zurichois, en perte de combativité et de sièges (de 53 à 36 au Grand Conseil). Sonnés par des résultats

effectivement désastreux, ils n'en finissent pas de tour à tour panser et gratter leurs plaies. Mais ils sauvent la face. En tout état de cause, l'analyse des déplacements de voix intervenus le 15 avril ne semble pas trop les inquiéter dans la perspective de cet automne. Pas davantage que les instances dirigeantes du parti socialiste suisse lui-même. Où pourtant l'on a mis discrètement la sourdine sur l'objectif proclamé en octobre dernier: devenir le premier parti de Suisse, en nombre de suffrages et donc, en principe, le principal groupe parlementaire à Berne.

M. Blocher faisait semblant de douter de sa propre réélection au Conseil fédéral le 12 décembre prochain. Il peut désormais compter sur la présidence de la Confédération en 2009.

Genève: qui a peur d'établissements publics autonomes et performants?

Hystérie d'extrême gauche contre la majorité rose-verte pour la votation cantonale du 17 juin

Jean-Daniel Delley (02 juin 2007)

Depuis qu'elle n'a plus de représentants au Grand Conseil, l'extrême gauche genevoise s'agit beaucoup pour se rappeler au bon souvenir de l'opinion. Pour arriver à ses fins, elle n'hésite

pas à entretenir des peurs imaginaires et à mener des combats contre des moulins à vent.

Dernier exemple, le transfert d'actifs aux Services

industriels, à l'Aéroport et aux Transports publics, trois régies autonomes sous l'entier contrôle de l'Etat, et qui le resteront.

Le dossier est technique, mais

l'objectif visé simple et raisonnable. Les trois établissements reprennent tous les bâtiments et les infrastructures qu'ils utilisent pour remplir leur mission et qui sont actuellement aux mains de l'Etat. Et l'Etat récupère les terrains encore propriété de ces entreprises. A ces dernières l'outil de travail, au canton le sol.

Ces échanges clarifieront une structure comptable complexe et opaque. Mais surtout ils conféreront aux trois entreprises l'autonomie de gestion et la capacité d'adaptation – investissements, emprunts, planification – indispensables à des services publics efficaces.

En contrepartie le canton encaissera 660 millions de francs qui viendront alléger une dette publique de plus de 13 milliards de francs et touchera bon an mal an des droits de superficie. Ce triple projet est d'une évidence telle qu'on peut se demander pourquoi les autorités n'y ont pas pensé plus tôt.

L'évidence ne trouble pas l'extrême gauche et les syndicats (services publics et transports notamment) qu'elle a réussi à noyauter. A l'aide d'un argumentaire truffé de contrevérités, elle cherche à semer l'inquiétude auprès des usagers et du personnel des régies, dénonçant le «bradage du patrimoine» et brandissant

des menaces de privatisation, d'augmentation des tarifs et de péjoration des conditions de travail des salariés. Bref tous les registres de l'antienne anti-libérale, sans oublier des propos calomnieux à l'égard du pouvoir exécutif – à majorité de gauche –, accusé de mensonge, de dissimulation et de violation du droit. Pas moins!

Cette manière de pratiquer l'action politique, qui ne laisse aucune place au débat et à l'argumentation, rappelle celle inaugurée par l'UDC. Jusqu'à quand les socialistes et les Verts accepteront-ils de fréquenter un tel partenaire au sein de l'Alternative?